

FLASH ÉCONOMIE

RECHERCHE ÉCONOMIQUE

13 mai 2011 – N° 357

Que penser du marché du travail aux Etats-Unis ?

Avec 244 000 emplois créés en avril, l'amélioration du marché du travail gagne en intensité. En effet, malgré des données confuses, le passage en revue des différents indicateurs du mois apporte une information positive. La période de « reprise sans emploi », qui avait accompagné le rebond de la croissance en 2010, semble révolue depuis le début de l'année 2011. Toutefois, elle laisse derrière elle une empreinte sur le marché du travail qui ne s'effacera pas rapidement : hausse du nombre de chômeurs de longue durée, un problème d'appariement entre l'offre et la demande et un taux de participation durablement plus faible impliquant un appauvrissement global du pays. Sans redémarrage du secteur de la construction, le drainage du nombre de ces chômeurs structurels sera long et ne se fera qu'au prix d'une poursuite des efforts en matière de R&D, de formation et de développement de nouveaux marchés. En parallèle, les destructions d'emplois du secteur public se poursuivront, sous l'effet des contraintes fiscales des collectivités locales, dans un premier temps, et de la consolidation budgétaire fédérale ensuite. Ainsi, pour l'avenir, si nous attendons une poursuite de la reprise graduelle du marché de l'emploi privé, en ligne avec la croissance modérée de l'économie, le taux de chômage restera élevé ces prochaines années.

RECHERCHE ECONOMIQUE

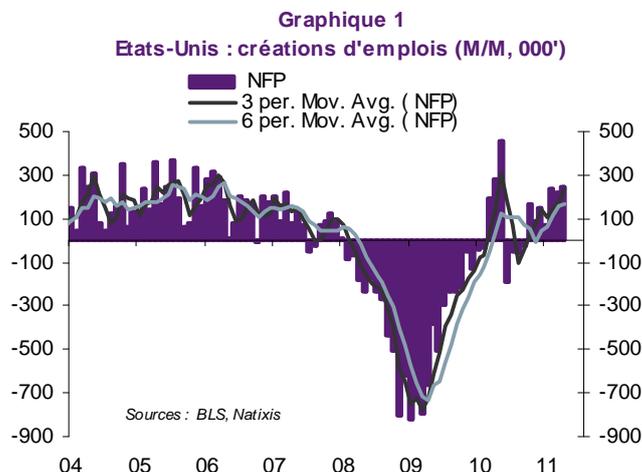
Rédacteurs :

Inna MUFTEEVA

Thomas JULIEN

Contexte : amélioration graduelle du marché du travail

Les dernières données chiffrées du marché du travail témoignent d'une amélioration graduelle de l'emploi, avec notamment une accélération des créations de postes sur les derniers mois (**graphique 1**). Ainsi, depuis le début d'année les créations du secteur privé ont été de 190K en moyenne chaque mois contre 80K environ en 2010. De même, le taux de chômage a récemment enregistré une baisse significative, passant de 10,1% au plus fort de la crise à 9% en avril.



Une multitude d'indicateurs et des informations contradictoires

L'évolution du marché du travail est en général suivie de près par les marchés. En effet, avec des indicateurs publiés quasiment en temps réel, elle offre une bonne idée de la tenue de l'économie. Toutefois, comme les indicateurs sont multiples et que les signaux sont parfois contradictoires, la situation présente peut être perçue comme confuse. Le **tableau 1** ci-dessous, présente les différents indicateurs disponibles pour suivre le marché du travail américain.

Tableau 1
Indicateurs d'emploi

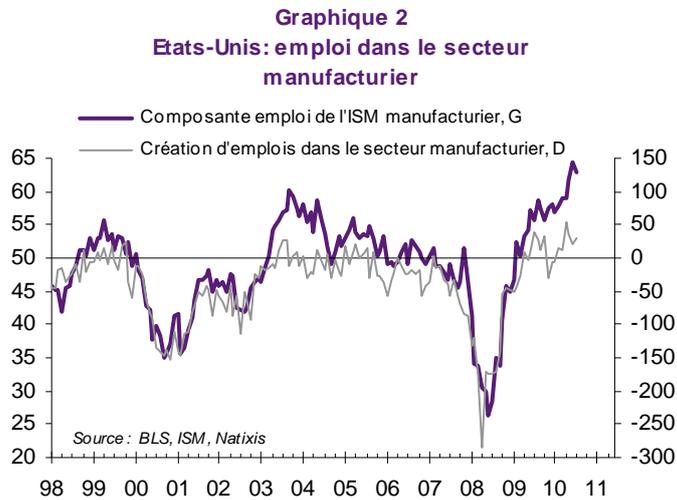
Indicateur	Date de publication	Source	Caractéristiques
Données factuelles			
Non Farm Payrolls, NFP (emploi, taux de chômage, salaires, heures travaillées)	Premier vendredi après la fin du mois	BLS	Rapport le plus important pour les marchés
Emploi ADP (emploi privé)	Premier mercredi après la fin du mois	ADP	Rapport important, car publié 2 jours avant les NFP
Nouvelles demandes d'allocations chômage (Initial jobless claims)	Tous les jeudis, couvre la semaine se terminant le samedi précédent	BLS	Rapport presque en temps réel, très volatile (on regarde la moyenne mobile sur 4 semaines)
Enquêtes			
Conference Board ("jobs hard to get minus plentiful")	Dernier mardi du mois en cours	CB	Indicateur assez bien corrélé avec le taux de chômage
ISM manufacturier (composante "emploi")	Premier jour ouvrable du mois suivant	ISM	Permet de mieux appréhender l'évolution de l'emploi manufacturier
ISM non manufacturier (composante "emploi")	Troisième jour ouvrable du mois suivant	ISM	Permet de mieux appréhender l'évolution de l'emploi dans les services

Sources: BLS, ADP, CB, ISM, Natixis

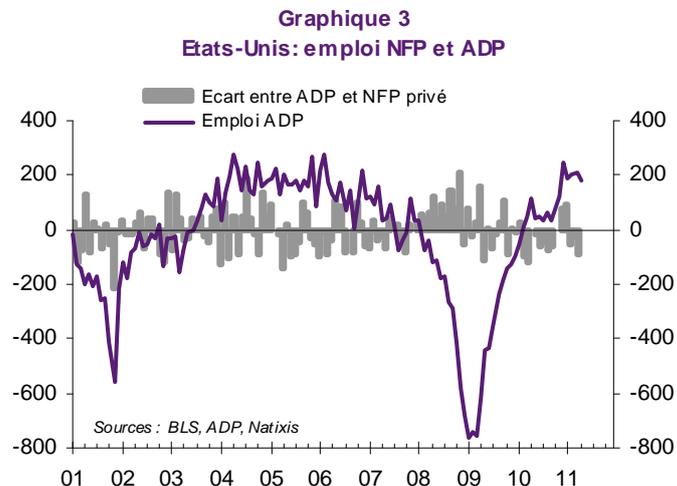
Il n'existe pas de règle précise et définitive quand à l'importance relative de chaque indicateur. Malgré tout, de manière informelle les marchés accordent une importance plus grande aux variations nettes de l'emploi hors secteur agricole (« establishment survey » ou « Non farm payrolls ») : avec un historique plus long que les chiffres de l'ADP, elle est considérée comme l'enquête de référence (la plus fiable) pour le marché de l'emploi en temps réel. Pour les comparaisons plus structurelles, le taux de chômage (nombre de chômeurs rapportés à la population active) mesuré par l'enquête auprès des ménages, est préférable. Il permet une comparaison de cet indicateur avec son niveau structurel et donne une idée du positionnement de l'économie par rapport à son potentiel.

Mic-Mac au mois d'avril

Les différents indicateurs avancés de l'emploi, qui ont été publiés dans le courant de ce mois d'avril, ont lancés des signaux mitigés : baisse des sous-indices « emploi » des ISM manufacturier (**graphique 2**) et non manufacturier ; hausse des demandes d'allocations chômage sur les 4 dernières semaines en moyenne ; mais légère amélioration de la composante « emploi » de l'enquête du *Conference Board*.



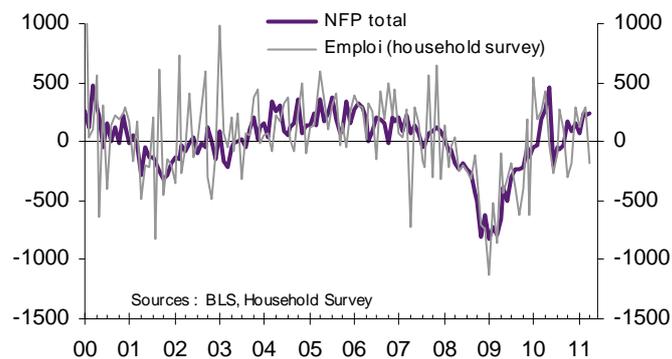
De même, les données « dures », ont été quelque peu contradictoires. Le ralentissement des créations d'emplois privés enregistré par l'ADP n'a pas été confirmé par les NFP privés qui ont progressé de 268K en avril (contre 231K en mars, **graphique 3**).



Les chiffres des NFP et de l'enquête auprès des ménages sont ils comparables ?

Publiés dans le même rapport du BLS, les chiffres de l'emploi de l'enquête auprès des ménages et des NFP (enquête auprès des entreprises), peuvent, comme le mois dernier, envoyer des signaux contradictoires. En effet, au mois d'avril, les NFP ont progressé de 244K, tandis que l'enquête des ménages a révélé 190K destructions d'emplois. Ces différences peuvent avoir des origines diverses : l'enquête auprès des ménages n'exclut pas le secteur agricole et les travailleurs indépendants, et relate la perception que les ménages ont de leur situation professionnelle. Globalement, les deux séries suivent la même tendance mais la série des NFP est moins volatile (**graphique 4**).

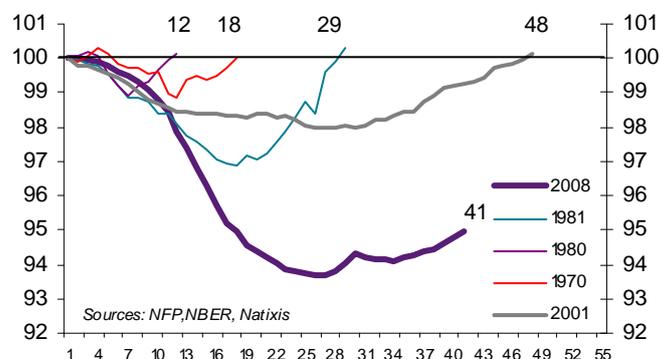
Graphique 4
Etats-Unis : variation de l'emploi dans les NFP et dans l'enquête auprès des ménages (household survey)



Perspectives : poursuite de la reprise sans emploi ?

Deux ans après la fin de la récession, le bilan sur le marché du travail américain est toujours maigre. En effet, malgré un rebond de la croissance assez marqué en 2010, moins d'un million d'emplois ont été créés alors que plus de 8,5 millions d'emplois ont été détruits durant la crise. En 2011, cette tendance à la reprise sans emploi semble progressivement s'estomper, puisque sur les 4 premiers mois, plus de 760K emplois ont déjà été créés. Toutefois, le rythme de ces créations qui approche 200K sur les derniers mois est toujours inférieur au rythme des destructions qui avait été observé pendant la crise (-360K en moyenne) et un retour au niveau d'emploi d'avant crise n'est pas pour aujourd'hui (**graphique 5**).

Graphique 5
Etats-Unis : nombre de mois nécessaire pour revenir au niveau d'emploi d'avant récession (base 100 le premier mois de la récession)

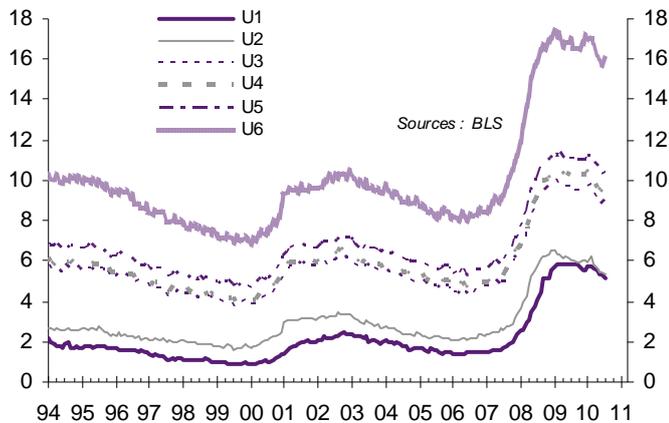


Le problème est structurel

Comme le montre le rapport du BLS, malgré les chiffres encourageants des NFP, le taux de chômage reste élevé. Les indicateurs alternatifs du chômage se situent également sur des niveaux encore supérieurs à ceux d'avant crise (**graphique 6, tableau 2**) : la durée moyenne de chômage s'élève à 20,7 semaines contre 8 en moyenne avant la crise et 43,4% des personnes sans travail sont en recherche d'emploi depuis 27 semaines et plus.

Graphique 6

Etats-Unis: mesures du chômage selon le BLS

Tableau 2
Mesures alternatives du chômage selon le BLS

	avril-11	avril-10	avril-09
U1 = Chômeurs de longue durée (depuis 15 semaines et plus, en % de la population active)	5,1%	5,8%	4,1%
U2 = Chômeurs qui le sont suite à un licenciement ou à la fin d'un emploi temporaire (en % de la population active)	5,3%	6,0%	5,7%
U3 = Individus officiellement au chômage (en % de la population active)	9,0%	9,9%	8,9%
U4 = U3 + travailleurs découragés (en % de la population active + travailleurs découragés)	9,5%	10,6%	9,4%
U5 = U4 + autres "marginally-attached**" (en % de la population active + "marginally attached")	10,4%	11,3%	10,1%
U6 = U5 + Individus travaillant à temps partiel pour des raisons économiques (en % de la population active + "marginally attached")	15,9%	17,1%	15,8%

Source: BLS

*Personne "marginally attached" à l'emploi est une personne sans emploi, qui souhaite travailler, est disponible, a récemment cherché du travail, mais ne le recherche plus, quelle qu'en soit la raison

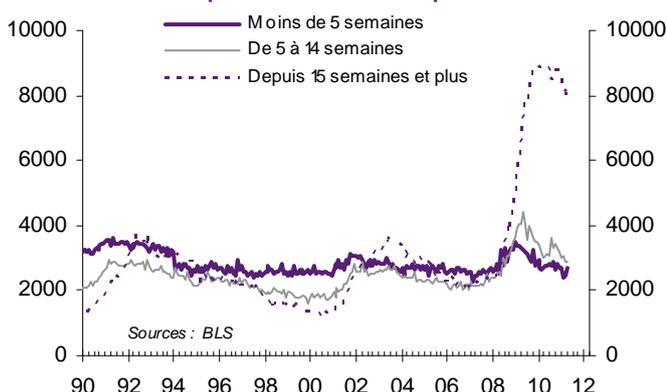
Le chômage de longue durée n'a baissé que légèrement depuis mi-2010 (**graphique 7**). Le nombre des personnes sans emploi depuis 15 semaines et plus est passé de 8,9 millions en 2010 à 7,8 millions en avril 2011 (contre 2,3 millions en moyenne avant la crise). En revanche, le chômage de courte durée est revenu sur son niveau d'avant crise : 2,7 millions de personnes sont sans emploi depuis moins de 5 semaines (contre une moyenne de 2,8 millions, depuis 1990). L'afflux de nouveaux chômeurs s'est donc amoindri, ce que confirme l'évolution des demandes d'allocations chômage (en baisse accélérée depuis mi-2010, sauf le mois dernier, **graphique 8**).

Environ 60% du chômage total s'explique ainsi par le niveau exceptionnel du chômage de longue durée (15 semaines et plus).

Il existe donc un risque de voir le chômage structurel augmenter, en raison de la perte probable de compétences par les personnes qui restent dans cette situation pour une période prolongée. Cela pourrait rendre encore plus difficile la réinsertion sur le marché du travail.

Graphique 7

Etats-Unis: durée du chômage, en '000 des personnes sans emploi



Graphique 8

Etats-Unis: demandes initiales d'allocations chômage ('000)



« Labor mismatch »

Parmi les facteurs qui expliquent le freinage de la reprise du marché du travail, se situe le problème de l'appariement (« labor mismatch ») entre l'offre et la demande : il existe encore un écart important entre le type d'emplois détruits au cours de la récession et le type d'emplois créés actuellement.

En effet, l'emploi dans le secteur de la construction a baissé de 20,9% (1,6 million d'emplois) au cours de la crise, le secteur manufacturier – de 15% (2,1 millions), alors que la perte dans les services a été relativement moins importante (-3,5%, mais 4,1 millions, **graphique 9**).

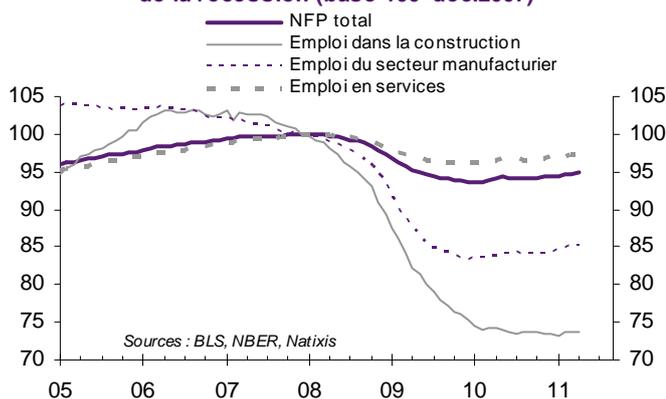
Le secteur immobilier se trouvant encore en plein marasme, la reprise du marché du travail est tirée par des créations d'emplois dans le secteur des services (y compris les secteurs de l'éducation, des services de la santé et du commerce) et par l'industrie encore soutenue par le redémarrage rapide de la demande extérieure.

Les emplois dans la construction étant peu qualifiés, le changement de secteur peut se révéler être difficile pour ces personnes et nécessitera probablement des efforts supplémentaires du gouvernement (centres de formation, programmes publics d'assistance à la recherche du travail). L'ajustement de la demande par rapport à l'offre de l'emploi devrait encore se poursuivre avec un retard. On observe déjà un écart non-négligeable entre le grand nombre des postes, créés récemment (job openings) et l'évolution des embauches clairement moins dynamique (**graphique 10**).

Par conséquent, le chômage structurel a très probablement augmenté au cours de la crise, mais son évolution de long terme dépend de la capacité du marché à réintégrer les chômeurs de longue durée, ainsi que de l'effort du gouvernement dans l'assistance à ce groupe. Les personnes se trouvant durablement au chômage pourraient se décourager et quitter le marché du travail, ce qui diminuerait la population active et le potentiel économique du pays.

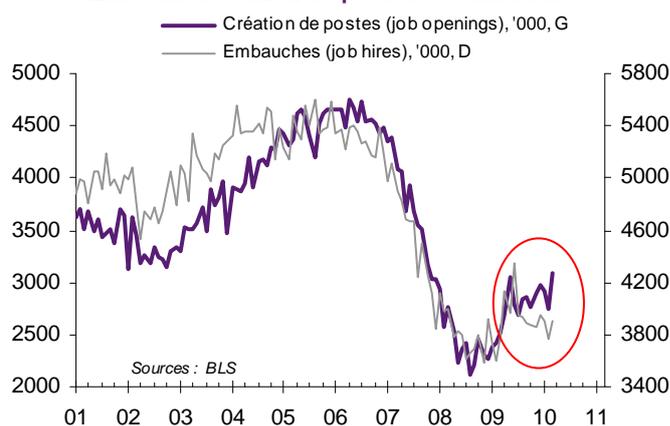
Graphique 9

Etats-Unis: emploi par secteur depuis le début de la récession (base 100=déc.2007)



Graphique 10

Etats-Unis: création de postes et embauches



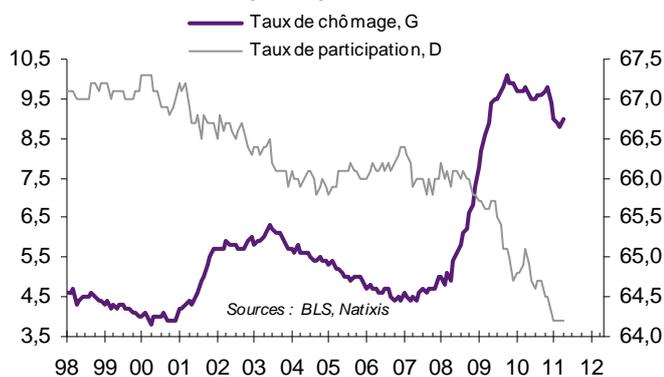
Baisse du taux de participation...

Une part non négligeable de la baisse du taux de chômage depuis fin 2009 est attribuable à la baisse de la taille de la population active. Cette dernière qui progresse en moyenne de 1,5% par an, n'avait pas reculé depuis 1951 (elle a baissé de 0,1% et 0,2% en 2009 et 2010 respectivement). En moyenne entre 2010 et les quatre premiers mois de 2011, le taux de chômage a baissé de 0,4 pt : tandis que l'emploi a augmenté de 468K, la population active a reculé de 269K, cette dernière est donc responsable de 1/3 de la baisse du taux de chômage et entraîne dans son sillage le taux de participation (la part active de la population âgée de plus de 16 ans) qui décrit une chute libre depuis le début 2009 (**graphique 11**).

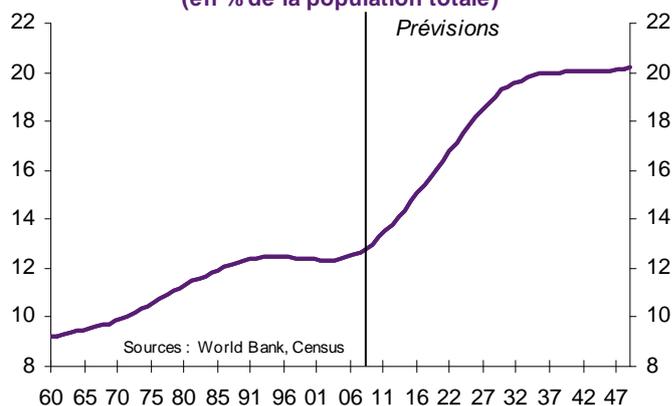
... permanente ou temporaire ?

Après avoir atteint un point haut dans les années 2000, le taux de participation a tendanciuellement baissé depuis. Cela s'explique principalement par le vieillissement de la population. Cette tendance devrait se poursuivre dans les années à venir alors que les « baby-boomers » se retirent progressivement du marché du travail (**graphique 12**).

Graphique 11
Etats-Unis : taux de chômage et taux de participation



Graphique 12
Population âgée de 65 et plus (en % de la population totale)

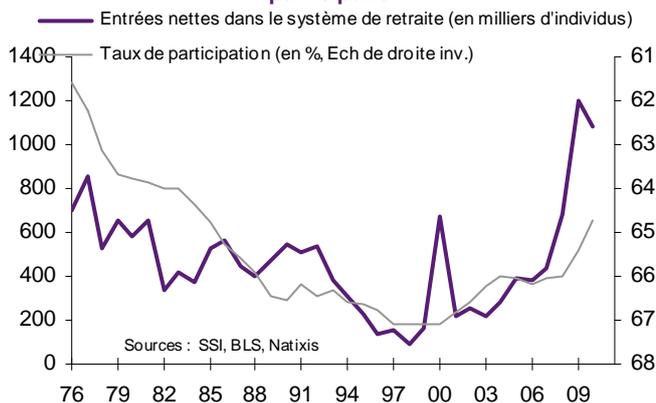


Avec une baisse qui s'accroît depuis 2009, on note donc une rupture de tendance dans l'évolution du taux de participation qui s'effondre sous l'effet de la crise. En effet, les périodes de hausse du chômage se traduisent en général par une augmentation du nombre de chômeurs découragés, qui sortent de la population active. De fait, une fois les effets de la crise résorbés, on devrait observer un retour de ces individus sur le marché du travail. Néanmoins, une part de cette baisse devrait être structurelle.

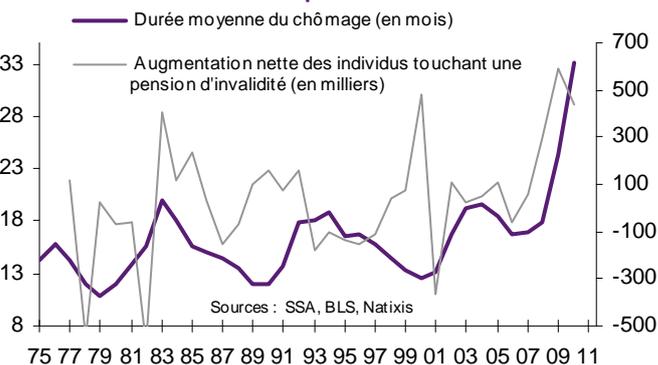
Premièrement, le nombre de personnes de plus de 55 ans au chômage a significativement augmenté, passant de 3,1% en 2007 à 7% en 2010. En temps de crise, les populations âgées sont parmi les premières touchées par les licenciements et éprouvent des difficultés de réinsertion sur le marché du travail. Les données publiées par la sécurité sociale montrent une augmentation record des inscriptions de personnes qui souhaitent obtenir le versement de leurs retraites (**graphique 13**).

De même, on note une augmentation marquée des individus qui demandent une pension d'invalidité (disability insurance ou DI, **graphique 14**).

Graphique 13
Etats-Unis : nouveaux retraités et taux de participation



Graphique 14
Etats-Unis : durée moyenne du chômage et augmentation nette du nombre de bénéficiaires de pensions d'invalidité



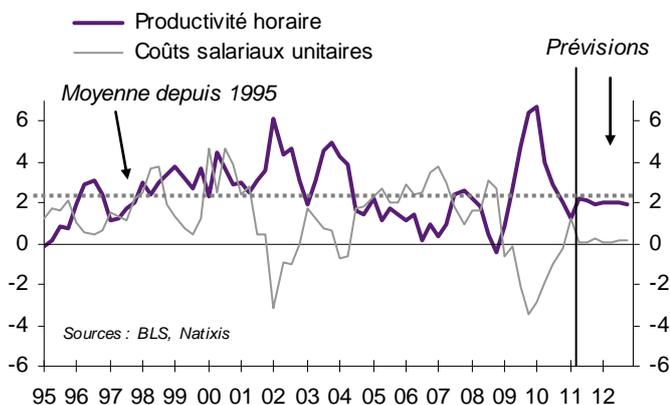
Plusieurs facteurs peuvent expliquer ces hausses. Tout d'abord les personnes souffrant d'invalidité sont plus susceptibles d'être les premières affectées par les licenciements. Ensuite, les critères d'éligibilité au DI retiennent une dimension économique, avec par exemple la capacité à se recycler sur le marché du travail. Troisièmement, avec l'assouplissement des critères d'éligibilité, devenus plus subjectifs, certains chômeurs peuvent tenter de percevoir cette pension. Il est intéressant de voir que les individus bénéficiant de cette pension appartiennent à une catégorie sociodémographique relativement homogène. Ces personnes sont en général âgées (en 2008 79% de ces individus avaient plus de 40 ans et 40% ont plus de 55 ans) et peu diplômées (40% ont un diplôme inférieur à l'équivalent du niveau Bac) et sont donc plus susceptibles de se trouver exclus du marché du travail et d'éprouver des difficultés à s'y réinsérer, d'autant plus que le coût d'opportunité est élevé.

Ainsi, les retraités et les individus touchant désormais une pension d'invalidité ne devraient pas revenir massivement vers le marché du travail, laissant le taux de participation sur un niveau structurellement plus faible. On devrait toutefois observer le retour de certains chômeurs découragés au fur et à mesure que le marché du travail s'améliore.

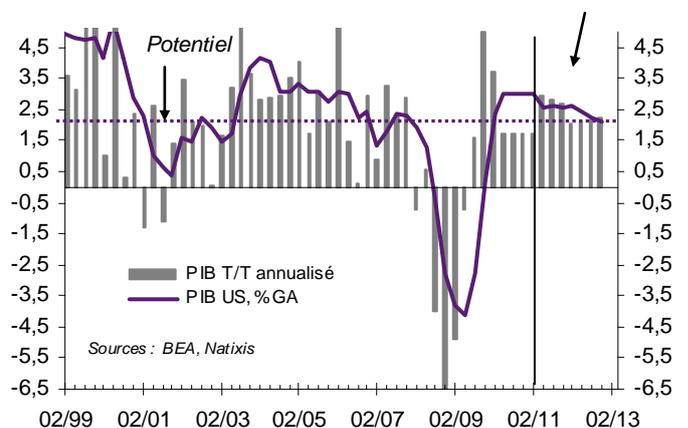
Effet des gains de productivité

L'autre tendance inquiétante pour le marché du travail est l'évolution des gains de productivité des entreprises, qui ont assuré la hausse récente des profits. En effet, la conséquence directe des destructions d'emplois massives pendant la crise et de la baisse de l'investissement en équipement et logiciels fut la hausse de la productivité (**graphique 15**). Les coûts salariaux unitaires s'étaient en revanche effondrés avec un freinage important des salaires. Ainsi, ce partage de la valeur ajoutée en faveur des entreprises leur a permis d'augmenter leur rentabilité sans être obligé d'agir sur les prix (ce qui a exclu le risque de perte de parts de marché).

Graphique 15
Etats-Unis: productivité et coûts salariaux unitaires (% GA)



Graphique 16
Etats-Unis: croissance du PIB



Depuis début 2010 avec le redémarrage de l'économie, de l'emploi et des heures travaillées, les gains de productivité ont ralenti passant de 6,7% au T1 2010 à 1,3% au T1 2011. Cependant, dans un contexte de reprise fragile de la demande, les entreprises vont probablement essayer de maintenir leur compétitivité, ce qui implique un rythme d'embauches peu soutenu. Nos prévisions tablent sur la poursuite d'une reprise graduelle de l'activité aux Etats-Unis avec une croissance légèrement supérieure au potentiel (**graphique 16**). Les incertitudes sur la pérennité de la reprise de la demande intérieure (qui est restée solide fin 2010-début 2011) devraient donc empêcher une expansion massive des effectifs.

Par conséquent, les faibles perspectives de croissance et l'intention des entreprises de pérenniser leurs gains de productivité (au moins au niveau de la tendance de long terme d'environ 2%) suggèrent que les offres d'emplois devraient rester contenues.

Synthèse

L'accélération de la reprise sur le marché du travail est manifeste en ce début d'année 2011. La reprise sans emploi semble donc s'estomper quelques peu, laissant toutefois derrière elle une empreinte structurelle sur le marché du travail. En effet, les problèmes d'appariement, la hausse du chômage de longue durée avec ses corollaires (érosions des compétences) et la baisse permanente du niveau du taux de participation sont autant de défis que l'économie américaine devra surmonter dans les prochaines années. Ainsi, en l'absence de reprise du secteur de la construction, seule la capacité du marché à créer de nouveaux bassins d'emplois pour accueillir ces chômeurs de longue durée et la mise en place de mesures gouvernementales de soutien (R&D, éducation, projets..) pourront éroder ce facteur d'appauvrissement global du pays. En parallèle, le marché du travail retrouvera une dynamique cohérente avec la reprise modérée du cycle économique, laissant toutefois le taux de chômage sur un niveau élevé. Le secteur des services sera le principal moteur de cette dynamique tandis que l'emploi public continuera de souffrir des plans de consolidation des collectivités locales d'abord et de l'état fédéral ensuite.